

Les modifications aux annexes de la Convention, qui sont adoptées en application de l'article 14 de la Convention, sans que la Belgique ne s'oppose à leur adoption, sortiront leur plein et entier effet.

Promulgons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 décembre 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAEL

La Ministre flamande de l'Environnement et de l'Agriculture,

V. DUA

(1) *Session 2001-2002* :

Documents. — Projet de décret : 1315-N° 1.

Session 2002-2003 :

Documents. — Rapport : 1315-N° 2. — Texte adopté par l'Assemblée plénière : 1315-N° 3.

Annales. — Discussion et adoption : séances du 27 novembre 2002.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 45

[C - 2002/29637]

19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétence et de signature au fonctionnaire dirigeant et à certains autres agents du Service d'appui aux cabinets ministériels

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, telle que modifiée;

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, telle que modifiée;

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, telle que modifiée;

Vu les lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi des allocations pour prestations à titre exceptionnel;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1984;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des Ministères;

Vu l'arrêté royal du 26 mai 1975 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 19 août 1985 et 19 mars 1990;

Vu l'arrêté ministériel du 10 août 1977 contenant le cahier général des charges;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 1995 rendant applicable aux agents des Services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public de la Communauté française l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle dans les administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 novembre 1996 rendant applicable aux agents des Services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public de la Communauté française l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française appelé à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Considérant que la création au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française d'un Service d'appui aux cabinets ministériels impose que les mécanismes de délégations de compétence et de signature soient définis en vue de permettre le fonctionnement dudit Service;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 19 décembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{re}. — Des conditions générales que doivent remplir les membres du personnel pour exercer une délégation

Article 1^{er}. § 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

— Service : le Service d'appui aux cabinets ministériels, Service du Gouvernement de la Communauté française, visé à l'article 22ter, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française appelé à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

— Fonctionnaire dirigeant : le fonctionnaire dirigeant visé à l'article 22ter, alinéa 2, 1, du même arrêté;

— Conseiller, adjoint à la direction du service : les membres du personnel visés à l'article 22ter, alinéa 2, 2, du même arrêté;

— Conseiller : le membre du personnel visés à l'article 22ter, alinéa 2, 2 ou 2bis, du même arrêté;

— Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française.

§ 2. Les délégations de compétence et de signature visées au présent arrêté sont données aux agents du Service d'appui aux cabinets ministériels visés à l'alinéa 2, 1, 2 et 2bis, de l'article 22ter de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française appelé à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié.

§ 3. Les agents d'un pouvoir public chargés de mission dans le Service peuvent être désignés pour exercer les délégations de signature et/ou de compétence dans les mêmes conditions que les agents du Service.

L'arrêté aux termes duquel les personnes visées au présent paragraphe sont chargées d'une mission dans le Service précise s'il y a matière à exercer des délégations telles que prévues à l'alinéa 1^{er} et, dans ce cas, détermine le rang d'assimilation de ces personnes aux agents du Service.

§ 4. Pour les dispositions du présent arrêté qui, dans l'hypothèse de l'absence ou de l'empêchement du titulaire d'une délégation, autorisent que la compétence déléguée soit exercée, en vertu d'une subdélégation conférée par un acte préalable, par un agent subordonné à cette autorité absente ou empêchée, il convient d'entendre par "subdélégation conférée par un acte préalable" soit l'acte posé par l'autorité titulaire de la délégation préalablement à son absence ou son empêchement soit l'acte posé en tout temps par l'autorité hiérarchique compétente en vertu de l'article 3 du présent arrêté.

Tout acte de subdélégation préalable au sens de l'alinéa précédent est nécessairement adressé par écrit, préalablement à sa prise d'effets, aux autorités hiérarchiques visées à l'article 3, chacune pour ce qui concerne ses compétences hiérarchiques et à l'agent subordonné.

Art. 2. En cas d'urgence, pour l'accomplissement ou l'établissement de missions ou pour des actes précis qu'ils décrivent, pour les matières qui leur sont attribuées, les membres du Gouvernement peuvent, sur instruction écrite, donner des délégations de compétence ou de signature non prévues par le présent arrêté, à tout agent du Service visé à l'article 1^{er}, § 2.

Art. 3. Les délégations de compétences données par ou en vertu du présent arrêté s'exercent sans préjudice du contrôle des autorités délégantes et sans préjudice de l'exercice des compétences déléguées par les autorités délégantes ou par le supérieur hiérarchique.

L'exercice des compétences déléguées au sens de l'alinéa précédent, s'entend aussi bien de l'exercice direct desdites compétences que de la faculté d'octroyer des subdélégations en lieu et place, et aux mêmes conditions, que l'autorité déléguée à laquelle l'autorité délégante ou le supérieur hiérarchique se substitue.

Par supérieur hiérarchique au sens de la présente disposition, il convient d'entendre le fonctionnaire dirigeant du Service.

Toute proposition formulée par un membre du personnel relative à l'accomplissement d'un acte qu'il n'a pas reçu délégation de prendre est nécessairement transmise à l'autorité compétente par l'intermédiaire de chacun des supérieurs hiérarchiques qui composent la ligne hiérarchique existante entre ce membre du personnel et cette autorité.

Par autorité délégante au sens de la présente disposition, il convient d'entendre le ou les Ministre(s) compétent(s).

Section 2. — De la direction du Service

Art. 4. § 1^{er}. Le fonctionnaire dirigeant exerce, sous l'autorité du Gouvernement, la direction du Service.

Il coordonne les travaux et assure l'unité de gestion du Service.

Il opère la répartition des tâches à l'intérieur du Service et assure la gestion quotidienne des ressources humaines.

Il adresse aux membres du personnel par la voie hiérarchique les informations et directives générales les concernant.

Il transmet aux cellules du Service, en les accompagnant des informations nécessaires, les dossiers et les instructions des Ministres.

Il peut, en outre, formuler d'initiative toute proposition utile.

§ 2. Les conseillers assurent, sous l'autorité du fonctionnaire dirigeant, la direction d'une cellule dont les tâches sont définies par le fonctionnaire dirigeant au regard des missions confiées par le Gouvernement au Service.

§ 3. Le fonctionnaire dirigeant et les conseillers constituent un Comité de coordination interne au Service.

§ 4. Les affaires traitées par les cellules du Service sont soumises à l'autorité ministérielle compétente par le fonctionnaire dirigeant.

§ 5. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, et sans préjudice de l'article 16, la suppléance est assurée soit par le conseiller, adjoint à la direction du service désigné par le fonctionnaire dirigeant, par acte écrit et préalable communiqué à chacun des Ministres du Gouvernement, soit, à défaut, par le conseiller, adjoint à la direction du service le plus ancien en service étant entendu qu'à égalité d'ancienneté de service, il sera tenu compte de l'âge.

CHAPITRE II. — Délégations générales et particulières

Section 1^{re}. — Délégations en matière de personnel du Service

Art. 5. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par "le Ministre", le ou les membre(s) du Gouvernement ayant le personnel du Service dans ses (leurs) attributions et le Ministre-Président.

Art. 6. § 1^{er}. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant :

1° pour signer, après désignation par le Ministre, les contrats d'engagement ou les actes de mise au travail des agents contractuels et pour signer d'initiative, en matière d'absence, les avenants auxdits contrats;

2° pour accorder, aux membres du personnel relevant de son autorité, les congés annuels de vacances et les congés exceptionnels;

3° pour accorder des congés aux agents dans les cas suivants :

a) pour des motifs impérieux d'ordre familial;

b) pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement subventionné, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné, de l'enseignement universitaire;

c) pour exercer par intérim une fonction dans une école officielle ou dans une école libre subventionnée;

d) pour présenter une candidature aux élections législatives ou provinciales;

e) pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle;

f) pour suivre les cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre du congé de promotion sociale et du congé de formation.

g) pour suivre les cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'agent volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps;

h) pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile, en qualité d'engagé volontaire à ce corps;

i) pour l'accueil d'un enfant de moins de dix ans, en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse;

j) à la naissance d'un enfant, le congé parental;

4° pour autoriser à s'absenter pour une longue durée justifiée par des raisons sociales ou familiales;

5° pour prendre les actes administratifs nécessaires lorsque le Service de Santé administratif conclut à l'inaptitude du membre du personnel, y compris la démission et l'admission à la pension;

6° pour rappeler en service un agent qui est absent pour cause de maladie ou d'infirmité, et que le Service de Santé administratif a jugé apte à reprendre ses fonctions à temps partiel;

7° pour délivrer et retirer les certificats d'identification aux membres du personnel;

8° pour autoriser des prestations à titre exceptionnel et approuver les états de frais y afférents;

9° pour licencier les membres du personnel engagés par contrat, à l'exception du fonctionnaire dirigeant et des conseillers, soit pour faute grave soit, après proposition adressée au Ministre visé à l'article 5, en l'absence d'opposition de sa part dans les dix jours de la proposition;

10° pour suspendre un agent de ses fonctions dans l'intérêt du service, à l'exception du fonctionnaire dirigeant et des conseillers;

11° pour approuver les états de frais de route, dans les limites d'un maximum kilométrique fixé annuellement par le Ministre pour ce qui concerne les frais de route correspondant à l'utilisation d'un véhicule personnel pour les besoins du service, et de séjour;

12° pour autoriser le déplacement des membres du personnel relevant de son autorité et signer les réquisitoires établis au nom desdits membres du personnel en vue de l'obtention d'un titre de transport de la Société nationale des Chemins de Fer belges;

13° pour accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences organisés en Belgique;

14° pour accomplir les actes en matière de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, en ce compris pour attribuer à un accident la qualification juridique d'"accident du travail" ou d'"accident survenu sur le chemin du travail" et diligenter les recours contre les tiers responsables;

15° pour octroyer aux membres du personnel le bénéfice des mesures d'interruption de carrière et de redistribution du travail applicables auxdits membres du personnel;

16° pour délivrer aux membres du personnel les documents relatifs à l'obtention d'un titre permanent de transport, le cas échéant diminué de la part patronale, et récupérer ledit titre de transport lorsque son bénéficiaire perd la qualité de membre du personnel;

17° pour fixer et liquider le traitement des membres du personnel, déterminer l'avancement de traitement.

§ 2. Le fonctionnaire dirigeant est habilité à conclure une convention avec le fonctionnaire général dirigeant la Direction générale du Personnel et de la Fonction publique du Ministère de la Communauté française en vue de l'application des délégations prévues au § 1^{er}, 16° et 17°.

§ 3. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, les compétences énumérées au § 1^{er} sont exercées, en cas d'urgence, soit par le conseiller, adjoint à la direction du service désigné par le fonctionnaire dirigeant, par acte écrit et préalable communiqué à chacun des Ministres du Gouvernement, soit, à défaut, par le conseiller, adjoint à la direction du service le plus ancien en service étant entendu qu'à égalité d'ancienneté de service, il sera tenu compte de l'âge.

§ 4. Le fonctionnaire dirigeant informe une fois tous les six mois les membres du Gouvernement en leur communiquant une liste actualisée de tous les agents dans leurs fonctions et grades.

Section 2. — Délégations en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Art. 7. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par "le Ministre", le ou les membre(s) du Gouvernement qui sont ordonnateurs primaires des allocations de base du budget général des dépenses de la Communauté française dont la gestion est confiée au Service.

Art. 8. Les limites financières des délégations prévues par le présent arrêté s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Art. 9. Le pouvoir d'approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, le pouvoir de choisir le mode de passation du marché, le pouvoir d'engager la procédure et d'approuver les marchés sont délégués au fonctionnaire dirigeant dans les limites financières ci-après, selon le mode de passation retenu et le type de marché :

- 1° Marchés passés par adjudication publique ou par appel d'offres général : 500.000 EUR;
- 2° Marchés passés par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint : 250.000 EUR;
- 3° Marchés passés de gré à gré ou par procédure négociée : 62.500 EUR.

Ces délégations ne sont exercées que pour autant que l'objet du marché ait été autorisé par le Gouvernement ou par le Ministre, soit par l'approbation d'un programme spécifique où cet objet est repris, soit par une décision particulière concernant cet objet.

Toutefois, l'autorisation prévue par l'alinéa 2 du présent article n'est pas requise lorsqu'il s'agit de dépenses pour les besoins habituels du Service (dépenses courantes de fonctionnement, de consommation et d'équipement) ou lorsqu'il s'agit de dépenses dont l'estimation ne dépasse pas 125.000 EUR ou encore lorsqu'il s'agit de dépenses pour travaux d'entretien des biens appartenant à la Communauté française à réaliser d'urgence, à la condition d'en donner une justification.

Art. 10. Le pouvoir de décider, après en avoir informé le Ministre, des dérogations au cahier spécial des charges, de décider, après en avoir informé le Ministre, de traiter à prix provisoires ou à remboursement, d'imposer le contrôle des prix et de prévoir l'octroi d'avances est attribué au fonctionnaire dirigeant, pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas 50.000 EUR.

Art. 11. En ce qui concerne les mesures et décisions à prendre ayant trait à l'exécution pure et simple d'un marché conclu, délégation de pouvoir est donnée au fonctionnaire dirigeant.

Sont considérées comme des mesures et décisions ayant trait à l'exécution pure et simple d'un marché conclu, celles visant à réaliser l'objet de l'entreprise initiale et qui restent dans la limite de celle-ci, à l'exclusion des mesures et décisions basées sur un pouvoir d'appréciation prévu par le marché.

Art. 12. § 1^{er}. Pour les décomptes résultant de l'application pure et simple des clauses contractuelles, ainsi que pour les décomptes régularisant des états estimatifs antérieurement établis et approuvés dont les postes et les montants sont la reproduction pratiquement conforme des états estimatifs qu'ils remplacent, délégation d'approbation est donnée au fonctionnaire dirigeant, sans limitation de montant.

§ 2. En ce qui concerne l'approbation d'un décompte ou de décomptes successifs, autres que ceux visés au § 1^{er}, le montant de celui-ci ou le total des montants des décomptes successifs peut être approuvé par le fonctionnaire dirigeant à concurrence du pourcentage du montant de la soumission suivant : vingt-cinq pour cent jusqu'à 250.000 EUR.

Lorsque est atteint le pourcentage ou le montant fixé, chaque décompte suivant sera toujours approuvé par le Ministre.

Art. 13. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant dans les limites qui lui sont fixées pour l'approbation des cahiers des charges, des états estimatifs et des décomptes, pour accorder des prolongations de délais, soit déterminées proportionnellement, soit résultant du fait de l'administration ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier bien qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires, soit résultant encore de décomptes. Les prolongations de délai dont question ne peuvent dépasser cinquante pour cent du délai initial.

Toute autre prolongation sera toujours approuvée par le ou les Ministre(s) compétent(s), sur rapport motivé de l'administration.

Art. 14. Le fonctionnaire dirigeant est autorisé à remettre des amendes ou pénalités de retard à concurrence d'un montant de 25.000 EUR ou d'un montant supérieur qui ne peut dépasser dix pour cent du montant initial du marché jusqu'à concurrence de 125.000 EUR.

Art. 15. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant pour décider des mesures d'office à prendre contre l'adjudicataire défaillant et pour lui notifier cette décision conformément à l'article 48, § 4, de l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges ou à l'article 20, § 6, de l'annexe à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Cette délégation de pouvoirs est limitée aux marchés pour lesquels le retard dans l'exécution est supérieur à 1/2 N (N étant le délai initial en jours ouvrables).

Art. 16. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, les compétences énumérées à la présente section sont exercées, en cas d'urgence, par le conseiller, adjoint à la direction du service qui assure la direction de la cellule chargée des achats et de la logistique, dans les limites financières définies ci-après selon le mode de passation retenu et le type de marché :

- 1° Marchés passés par adjudication publique ou par appel d'offres général : 250.000 EUR;
- 2° Marchés passés par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint : 125.000 EUR;
- 3° Marchés passés de gré à gré ou par procédure négociée : 50.000 EUR.

Section 3. — Délégations en matière de locations de biens immeubles

Art. 17. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par "le Ministre", le ou les membre(s) du Gouvernement ayant les infrastructures administratives, en ce compris les infrastructures occupées par les cabinets ministériels, dans ses (leurs) attributions.

Art. 18. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant :

1° pour négocier les conventions de prise en location d'immeubles autorisées par le Ministre ainsi que leurs avenants;

2° pour approuver lesdites conventions et leurs avenants, pour autant que le montant du loyer annuel soit inférieur à 500.000 EUR;

3° approuver les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs, d'un montant inférieur ou égal à 62.500 EUR.

Section 4. — Délégations en matière de signatures et en matière financière

Art. 19. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant :

1° pour signer :

a) les bons de commandes et les lettres relatives aux commandes, dans les limites prévues à l'article 9 du présent arrêté;

b) les ordonnances de paiement et les ordonnances d'ouverture de crédits ou d'avances de fonds;

c) les " bons à tirer " pour le *Moniteur belge* dans le cadre de l'application de l'article 24;

d) la correspondance concernant les actes ordinaires d'instruction, les demandes de renseignements, les lettres de rappel et les bulletins ou lettres de transmission;

2° pour approuver les dépenses et recettes de toute nature qui sont de la compétence du Service;

3° pour ordonnancer les dépenses et les recettes ressortissant du Service;

4° pour approuver les bordereaux introduits par les sociétés de transports en commun, du chef des transports effectués pour le Service;

5° pour approuver :

a) les factures et déclarations de créances concernant les fournitures et les travaux;

b) les comptes, tant en matière qu'en deniers, à produire à la Cour des comptes;

c) les états de paiement relatifs aux dépenses de loyers;

d) les comptes à rendre par tout comptable du Service;

6° pour désigner tout comptable au sein du personnel du Service;

7° pour autoriser la remise ou la reprise aux Domaines d'objets mobiliers sans emploi jusqu'à un montant maximum de 10.000 EUR.

Art. 20. Le fonctionnaire dirigeant approuve les dépenses pour frais professionnels des conseillers.

Le conseiller qui assure la direction de la cellule chargée du budget du Service approuve les dépenses pour frais professionnels du fonctionnaire dirigeant.

Art. 21. Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer à un ou plusieurs conseillers, les attributions qui lui sont déléguées par l'article 19, alinéa 1^{er}, 1°, c, d, par acte écrit et préalable.

Les membres du personnel habilités à signer au nom du fonctionnaire dirigeant sur la base de la délégation contenue à l'alinéa précédent font précéder la mention de leur grade et leur signature de la formule « Par délégation du Fonctionnaire dirigeant ».

Art. 22. Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer par acte écrit et préalable à un ou plusieurs conseillers les attributions en matière de certification conforme qui lui sont déléguées par l'article 22^{sexies}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française appelé à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié.

Section 5. — Délégations particulières

Art. 23. En matière informatique, délégation de compétence est donnée au fonctionnaire dirigeant pour établir, en concertation avec le Bureau de l'Entreprise des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), les cadres généraux de collaboration entre le Service et l'ETNIC visée dans le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française au regard des dispositions du contrat de gestion de l'ETNIC.

Art. 24. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant pour procéder à l'enregistrement et la publication au *Moniteur belge* des avis officiels et des arrêtés du Gouvernement ou ministériels relatifs au fonctionnement du Gouvernement, aux cabinets ministériels et au Service et au classement et à la conservation des originaux desdits arrêtés.

Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer à un ou plusieurs conseillers, les attributions qui lui sont déléguées à l'alinéa précédent, par acte écrit et préalable.

Art. 25. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant et aux conseillers pour signer les accusés de réception du courrier adressé au Service, à l'exception du courrier relatif aux procédures devant le Conseil d'Etat, ainsi que pour signer, en vue de leur réception, tous les courriers destinés au Ministre-Président ou au Service, à l'exception des citations en justice et des actes des huissiers de justice.

Le courrier précité est communiqué sans délai par celui qui en a accusé réception au fonctionnaire dirigeant pour suite utile.

En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, le courrier est communiqué sans délai pour suite utile au conseiller, adjoint à la direction du service désigné par le fonctionnaire dirigeant, par acte écrit et préalable, ou, à défaut, au conseiller adjoint à la direction du service le plus ancien en service étant entendu qu'à égalité d'ancienneté de service, il sera tenu compte de l'âge.

Art. 26. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant et au conseiller, adjoint à la direction du service, qui assure la direction de la cellule chargée de la chancellerie pour signer, en vue de leur réception, toutes les citations en justice et les actes des huissiers de justice notifiés ou signifiés au cabinet du Ministre-Président.

Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer à un ou plusieurs conseillers ou agents de niveau 1, les attributions qui lui sont déléguées à l'alinéa précédent, par acte écrit et préalable.

Les citations et actes précités sont communiqués sans délai par celui qui en a accusé réception au fonctionnaire dirigeant ou au conseiller, adjoint à la direction du service, qui assure la direction de la cellule chargée de la chancellerie en vue de leur transmission au Service du Gouvernement ou au Ministre compétent.

Art. 27. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant dans les matières suivantes dans le cadre du fonctionnement du Service :

1° approbation de toute dépense et de toute répétition relatives à la réparation d'accidents de roulage, d'accidents de travail ou de toute autre nature, ainsi que toutes allocations ou indemnités accordées dans ce cas par décision judiciaire.

2° pour approuver, dans les matières relevant du Service, les états de frais et honoraires des avocats, avoués et experts.

Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer à un ou plusieurs conseillers les pouvoirs qui lui sont accordés par l'alinéa précédent sauf pour ce qui concerne l'approbation des honoraires qui excèdent 2.500 EUR.

Art. 28. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant pour proposer, après approbation des Ministres sectoriellement compétents, au Ministre ayant les Relations internationales dans ses attributions la désignation des membres du personnel du Service pressentis pour participer à toute réunion à caractère international où le membre du personnel est appelé à représenter la Communauté française.

Art. 29. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant pour fixer le prix de vente des publications et tous documents y assimilés édités à charge des crédits inscrits au budget du Service.

Art. 30. Dans le cadre de la mission du Service définie à l'article 22^{quater}, alinéa premier, 10, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté française appelé à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié, délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant pour arrêter le règlement qui fixe les modalités relatives à la promotion d'artistes dans les différents locaux du bâtiment de la Présidence du Gouvernement.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 32. Le Ministre-Président et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 19 décembre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 45

[C — 2002/29637]

19 DECEMBER 2002. — **Besluit van de Franse Gemeenschapsregering tot delegatie van bevoegdheid en van ondertekening aan de leidend ambtenaar en aan sommige andere ambtenaren van de Ondersteuningsdienst van de ministeriële kabinetten**

De Franse Gemeenschapsregering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 29 oktober 1846 betreffende de organisatie van het Rekenhof, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, zoals gewijzigd;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Regentsbesluit van 30 maart 1950 de toekenning regeland van toelagen wegens buitengewone prestaties;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verlopen toegestaan aan personeelsleden van de Rijksbesturen, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 december 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel van de ministeries;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 mei 1975 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 19 augustus 1985 en 19 maart 1990;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden van de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 2 mei 1995 waarbij het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de halftijdse loopbaanonderbreking in de rijksbesturen van toepassing wordt verklaard op de ambtenaren van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 25 november 1996 waarbij het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de loopbaanonderbreking in de besturen en de diensten van de ministeries van toepassing wordt op de ambtenaren van de Diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling, de werking van de kabinetten van de ministers van de Franse Gemeenschapsregering en het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat opgenomen wordt in een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering, zoals gewijzigd;

Overwegende dat de oprichting in de schoot van de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering van een Ondersteuningsdienst voor de ministeriële kabinetten noopt tot de invoering van mechanismen voor de delegatie van bevoegdheid en van ondertekening om de werking van deze Dienst mogelijk te maken;

Op de voordracht van de Minister-President en van de Minister van Openbaar Ambt;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 19 december 2002,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Afdeling 1. — Algemene voorwaarden waaraan het personeel moet voldoen om een delegatie te kunnen uitoefenen

Artikel 1. § 1. In dit besluit verstaat men onder :

— Dienst : de Ondersteuningsdienst van de ministeriële kabinetten, Dienst van de Franse Gemeenschapsregering, bedoeld in artikel 22*ter*, eerste lid, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999, betreffende de samenstelling, de werking van de kabinetten van de ministers van de Franse Gemeenschapsregering en het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat opgenomen wordt in een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering, zoals gewijzigd;

— Leidend ambtenaar : de leidend ambtenaar bedoeld in artikel 22*ter*, tweede lid, 1, van hetzelfde besluit;

— Adviseur, toegevoegd aan de directie van de dienst : de leden van het personeel bedoeld in artikel 22*ter*, tweede lid, 2, van hetzelfde besluit;

— Adviseur : het personeelslid bedoeld in artikel 22*ter*, tweede lid, 2 of 2*bis*, van hetzelfde besluit;

— Regering : de Franse Gemeenschapsregering.

§ 2. De delegaties van bevoegdheid en van ondertekening bedoeld in dit besluit worden verleend aan de ambtenaren van de Ondersteuningsdienst van de ministeriële kabinetten bedoeld in het tweede lid, 1, 2 en 2*bis*, van artikel 22*ter* van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999, betreffende de samenstelling, de werking van de kabinetten van de ministers van de Franse Gemeenschapsregering en het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat opgenomen wordt in een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering, zoals gewijzigd.

§ 3. De ambtenaren van een overheidsdienst die als opdrachthouder werken op de Dienst kunnen aangeduid worden om delegaties van bevoegdheid en/of van ondertekening uit te oefenen onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van de Dienst.

Het besluit volgens hetwelk de personen bedoeld in deze paragraaf opdrachthouder zijn in de Dienst verduidelijkt of er een aangelegenheid is om delegaties uit te oefenen zoals bedoeld in het eerste lid en bepaalt, in dit geval, de rang van deze personen die gelijkgesteld is aan deze van de ambtenaren van de Dienst.

§ 4. Voor de bepalingen in dit besluit die, ingeval de titularis van een delegatie afwezig of verhinderd zou zijn, toelaten dat de gedelegeerde bevoegdheid uitgeoefend word, krachtens een subdelegatie verleend door een vooraf gestelde handeling, door een aan deze afwezige of verhinderd gezagspersoon ondergeschikte ambtenaar, is het aangewezen om "subdelegatie verleend door een vooraf gestelde handeling" te begrijpen als, hetzij de handeling die door de autoriteit die de delegatie heeft is gesteld vóór diens afwezigheid of verhindering, hetzij de handeling die door de hiërarchische overste ten alle tijde is gesteld krachtens artikel 3 van dit besluit.

Iedere handeling van voorafgaandelijke subdelegatie in de zin van vorig lid moet schriftelijk, en vóór deze ingaat, ter kennis worden gebracht van de hiërarchische overheden bedoeld in artikel 3, elkeen wat betreft zijn hiërarchische bevoegdheden en aan de ondergeschikte ambtenaar.

Art. 2. In geval van dringende noodzakelijkheid, om opdrachten te vervullen of te stellen of voor duidelijke handelingen die zij omschrijven, kunnen de Regeringsleden aan iedere ambtenaar van de Dienst bedoeld in artikel 1, § 2, op schriftelijk bevel en voor de aangelegenheden waarvoor zij bevoegd zijn, delegatie van bevoegdheid of van ondertekening geven die niet voorzien zijn in dit besluit.

Art. 3. De delegaties van bevoegdheid die zijn verleend door of krachtens dit besluit worden uitgeoefend onverminderd het toezicht van de delegerende overheden en onverminderd de uitoefening van de gedelegeerde bevoegdheden door de delegerende overheden of door de hiërarchische overste.

De uitoefening van de gedelegeerde bevoegdheden in de zin van voorgaand lid omvat tevens de rechtstreekse uitoefening van deze bevoegdheden als de mogelijkheid om ter plaatse subdelegaties te verlenen, aan dezelfde voorwaarden, als de gedelegeerde overheid welke zich in de plaats stelt van de delegerende overheid of de hiërarchische overheid.

Onder hiërarchische overste in de zin van deze bepaling verstaan we de leidend ambtenaar van de Dienst.

Ieder voorstel van een personeelslid omtrent de vervulling van een daad waarvoor hij geen delegatie heeft gekregen wordt noodzakelijkerwijs verzonden aan de bevoegde overheid via elkeen van de hiërarchische oversten in de bestaande hiërarchie tussen dit personeelslid en deze overheid.

Onder delegerende overheid in de zin van deze bepaling verstaan we de bevoegde minister(s).

Afdeling 2. — Directie van de Dienst

Art. 4. § 1. De leidend ambtenaar leidt de Dienst onder het gezag van de Regering.

Hij coördineert de werkzaamheden en beheert de Dienst.

Hij verdeelt de taken binnen de Dienst en staat in voor het dagelijks personeelsbeleid.

Hij bezorgt het personeel via hiërarchische weg de informatie en algemene richtlijnen die op hen van toepassing zijn.

Hij bezorgt de cellen van de Dienst de dossiers en instructies van de ministers, samen met de nodige relevante informatie.

Daarenboven kan hij, op eigen initiatief, elk zinvol voorstel formuleren.

§ 2. De adviseurs hebben, onder het gezag van de leidend ambtenaar, de leiding over een cel waarvan de taken zijn bepaald door de leidend ambtenaar rekening houdend met de opdrachten die de Regering de Dienst heeft toegewezen.

§ 3. De leidend ambtenaar en de adviseurs richten, in de schoot van de Dienst, een Coördinatiecomité op.

§ 4. De zaken die worden behandeld door de cellen van de Dienst worden door de leidend ambtenaar onderworpen aan de ministeriële autoriteit.

§ 5. Bij afwezigheid of verhinderd van de leidend ambtenaar en onverminderd artikel 16, wordt zijn plaats ingenomen door ofwel de adviseur, toegevoegd aan de directie van de dienst en aangeduid door de leidend ambtenaar, ofwel bij geschreven akte die vooraf wordt meegedeeld aan alle ministers van de Regering, ofwel, bij ontstentenis, door de oudste adviseur in dienst, toegevoegd aan de directie van de dienst waarbij, in geval van gelijke dienstanciënniteit, rekening wordt gehouden met de leeftijd.

HOOFDSTUK II. — Algemene en bijzondere delegaties

Afdeling 1. — Delegaties inzake het personeel van de Dienst

Art. 5. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder "de minister", het lid of de leden van de Regering bevoegd voor het personeel van de Dienst en de Minister-President.

Art. 6. § 1. Delegatie wordt verleend aan de leidend ambtenaar :

1° om, na aanwijzing door de minister, de aanwervingscontracten of de tewerkstellingsakten van contractuele ambtenaren te ondertekenen en om, op eigen initiatief, bij afwezigheid, de aanhangsels bij deze contracten te ondertekenen;

2° om het personeel waarover hij de leiding heeft, jaarlijks verlof en uitzonderlijk verlof toe te kennen;

3° om verlof toe te kennen aan de ambtenaren in onderstaande gevallen :

a) om dwingende familiale redenen;

b) om een stage of proefperiode te vervullen in een andere betrekking bij een overheidsdienst, in het gesubsidieerd onderwijs, in een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum, in een gesubsidieerde dienst voor beroepsoriëntatie of in een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut, in het universitair onderwijs;

c) om tijdelijk een ambt uit te oefenen in een officiële school of in een gesubsidieerde vrije school;

d) om zich kandidaat te stellen bij wetgevende of provinciale verkiezingen;

e) voor verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke redenen;

f) om cursussen te volgen teneinde de intellectuele, morele of sociale vorming te vervolledigen in het raam van sociaal promotieverlof en educatief verlof.

g) om lessen te volgen in de school voor civiele bescherming, hetzij als vrijwilliger bij het korps, hetzij als leerling die niet tot dit korps behoort;

h) om in tijde van vrede prestaties te verrichten voor de civiele bescherming, als vrijwilliger bij dit korps;

i) om een kind jonger dan 10 jaar te verwelkomen met het oog op diens adoptie of de officiële voogdij erop;

j) bij de geboorte van een kind, ouderschapsverlof;

4° om langdurige afwezigheid toe te laten wegens sociale of familiale redenen;

5° om de nodige administratieve daden te stellen wanneer de Administratieve Gezondheidsdienst besluit tot de ongeschiktheid van het personeelslid, met inbegrip van het ontslag of de opruiststelling;

6° om een ambtenaar die afwezig is wegens ziekte of invaliditeit en waarvan de Administratieve Gezondheidsdienst meent dat hij zijn functies deels terug kan opnemen, terug in dienst te roepen;

7° om de identificatiebewijzen aan het personeel af te geven of in te trekken;

8° om uitzonderlijke prestaties toe te staan en bijhorende onkostenstaten goed te keuren;

9° om personeelsleden die bij contract zijn aangeworven te ontslaan, met uitzondering van de leidend ambtenaar en de adviseurs, hetzij wegens zware fout, hetzij, na voorstel aan de minister bedoeld in artikel 5, bij gebrek aan verzet van dienswege binnen de tien dagen na het voorstel;

10° om een ambtenaar te schorsen in het belang van de dienst, met uitzondering van de leidend ambtenaar en van de adviseurs;

11° om de kostenstaten van het vervoer goed te keuren, binnen de perken van een kilometergrens die jaarlijks wordt bepaald door de minister wat betreft de vervoersonkosten die overeenstemmen met het gebruik van een eigen wagen voor dienstbehoeften en de verblijfskosten;

12° om toelating te geven voor de verplaatsing van het personeel onder zijn leiding en de vorderingen te tekenen die zijn opgemaakt op naam van dit personeel teneinde een vervoerbewijs te krijgen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

13° om toelating te geven om congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties georganiseerd in België bij te wonen;

14° om daden te stellen bij de herstelling van arbeidsongevallen en beroepsziekten, alsook om een ongeval juridisch te kwalificeren als "arbeidsongeval" of "ongeval van of op weg naar het werk" en de beroepen tegen verantwoordelijke derden te bespoedigen;

15° om het personeel te laten genieten van maatregelen inzake loopbaanonderbreking en arbeidsherverdeling die van toepassing zijn op dit personeel;

16° om het personeel de documenten te bezorgen om een permanent vervoersbewijs te bekomen, desgevallend verminderd met de werkgeversbijdrage en dit vervoerbewijs terug te vragen wanneer de begunstigde niet langer deel uitmaakt van het personeel;

17° om de wedde van het personeel vast te stellen en uit te betalen alsook de vooruitbetaling van de wedde te bepalen.

§ 2. De leidend ambtenaar is gemachtigd om een akkoord te sluiten met de leidend ambtenaar-generaal van het directoraat-generaal van het Personeel en van het Openbaar Ambt van het Ministerie van de Franse Gemeenschap met het oog op de toepassing van de delegaties bedoeld in § 1, 16° en 17°.

§ 3. Bij afwezigheid of verhindering van de leidend ambtenaar worden de in § 1 bedoelde bevoegdheden, in dringende gevallen, uitgeoefend door ofwel de adviseur, toegevoegd aan de directie van de dienst die is aangeduid door de leidend ambtenaar, bij geschreven akte en voorafgaandelijk meegedeeld aan alle ministers van de Regering, hetzij, bij ontstentenis, door de oudste in dienst zijnde adviseur, toegevoegd aan de directie van de dienst waarbij, in geval van gelijke dienstanciënniteit, rekening wordt gehouden met de leeftijd.

§ 4. De leidend ambtenaar bezorgt de Regeringsleden eenmaal om de zes maand een bijgewerkte lijst van alle ambtenaren met vermelding van hun functies en graden.

Afdeling 2. — Delegaties bij de gunning en uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

Art. 7. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder "de minister", het lid of de leden van de Regering die de eerste ordonnateurs zijn van de basistoelagen van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap waarvan het beheer in handen is van de Dienst.

Art. 8. De financiële grenzen van de in dit besluit bedoelde delegaties dienen te worden gelezen als zijnde exclusief de belasting over de toegevoegde waarde.

Art. 9. De bevoegdheid om het bijzonder bestek of de documenten die dit vormen goed te keuren, de bevoegdheid om de gunningswijze van de opdracht te kiezen, de bevoegdheid om de procedure op te starten en de opdrachten goed te keuren worden gedelegeerd aan de leidend ambtenaar binnen onderstaande perken, volgens de weerhouden gunningswijze en het type opdracht :

1° Opdrachten gegund bij openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag : 500.000 EUR;

2° Opdrachten gegund bij beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag : 250.000 EUR;

3° Opdrachten gegund via onderhandse aanbesteding of via onderhandelde procedure : 62.500 EUR.

Deze delegaties worden slechts uitgeoefend voor zover het voorwerp van de opdracht toelating kreeg door de Regering of door de minister, hetzij door goedkeuring van een specifiek programma waarin dit voorwerp wordt vermeld, hetzij via een bijzondere beslissing omtrent dit voorwerp.

De in het tweede lid van dit artikel bedoelde toelating is evenwel niet vereist wanneer het gaat om uitgaven om normale behoeften van de Dienst (lopende werkings-, consumptie- en uitrustingsuitgaven) of wanneer het gaat om uitgaven waarvan de raming niet meer bedraagt dan 125.000 EUR of nog wanneer het gaat om onderhoudswerken aan goederen die eigendom zijn van de Franse Gemeenschap en die dringend moeten worden uitgevoerd, op voorwaarde dat deze gerechtvaardigd worden.

Art. 10. De bevoegdheid om, na de minister hiervan op de hoogte te hebben gebracht, te beslissen tot afwijkingen op het bijzonder bestek, te beslissen, na de minister hiervan op de hoogte te hebben gebracht, om te werken met voorlopige prijzen of tegen terugbetaling, prijscontrole op te leggen en de uitbetaling van voorschotten te voorzien wordt verleend aan de leidend ambtenaar voor de opdrachten waarvan de raming niet meer bedraagt dan 50.000 EUR.

Art. 11. Wat betreft de te nemen maatregelen en beslissingen in verband met de loutere uitvoering van een overeengekomen opdracht, wordt delegatie van bevoegdheid verleend aan de leidend ambtenaar.

Worden beschouwd als maatregelen en beslissing in verband met de loutere uitvoering van een overeengekomen opdracht, deze waarbij het voorwerp van de oorspronkelijke aanneming worden bedoeld en die binnen de perken hiervan blijven, met uitzondering van de maatregelen en beslissingen die berusten op een beoordelingsbevoegdheid voorzien in de opdracht.

Art. 12. § 1. Wat betreft de afrekeningen die het gevolg zijn van de loutere toepassing van de contractuele clausules, alsook wat betreft de afrekeningen waarbij vooraf opgemaakte en goedgekeurde ramingen goedgekeurd worden en waarvan de posten en bedragen bijna de weergave zijn van de ramingen die deze vervangen, wordt delegatie van goedkeuring verleend aan de leidend ambtenaar, zonder beperking van bedrag.

§ 2. Wat betreft de goedkeuring van een afrekening of achtereenvolgende afrekeningen, andere dan diegene bedoeld in § 1, kan hun bedrag of het totaal van de bedragen van de achtereenvolgende afrekeningen goedgekeurd worden door de leidend ambtenaar naar rato van het percentage van het bedrag van onderstaande regel : vijftiengint procent tot 250.000 EUR.

Wanneer dit percentage of bedrag is bereikt, wordt iedere volgende afrekening steeds door de minister goedgekeurd.

Art. 13. Delegatie wordt verleend aan de leidend ambtenaar binnen de perken die werden vastgelegd voor de goedkeuring van de bestekken, de ramingen en de afrekeningen, om termijnverlengingen toe te staan, hetzij proportioneel vastgelegd, hetzij tengevolge van het feit van het bestuur of wegens omstandigheden die de medecontractant niet kon vermijden en waarvan hij de gevolgen niet kon vermijden hoewel hij alle nodige schikkingen had getroffen, hetzij nog tengevolge van afrekeningen. De termijnverlengingen waarvan sprake mogen niet meer bedragen dan 50 % van de oorspronkelijke termijn.

Iedere andere verlenging moet steeds worden goedgekeurd door de bevoegde minister(s), op grond van een met redenen omkleed verslag van het bestuur.

Art. 14. De leidend ambtenaar mag boetes of straffen bij achterstand opleggen ten belope van 25.000 EUR of van een hoger bedrag dat niet meer mag bedragen dan tien procent van het oorspronkelijk bedrag van de opdracht met een maximum van 125.000 EUR.

Art. 15. Delegatie wordt verleend aan de leidend ambtenaar om te beslissen over de ambtshalve te nemen maatregelen tegen de in gebreke blijvende opdrachtnemer en om hem deze beslissing ter kennis te brengen overeenkomstig artikel 48, § 4, van het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 tot opstelling van het algemeen bestek of artikel 20, § 6, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 houdende de algemene regels voor de uitvoering van de overheidsopdrachten en de concessies voor openbare werken.

Deze delegatie van bevoegdheden is beperkt tot de opdrachten waarvoor de achterstand in de uitvoering meer bedraagt dan 1/2 N (N = de oorspronkelijke termijn uitgedrukt in werkdagen).

Art. 16. Bij afwezigheid of verhindering van de leidend ambtenaar worden de in deze afdeling opgesomde bevoegdheden in dringende gevallen uitgeoefend door de adviseur, toegevoegd aan de directie van de dienst die de leiding heeft over de cel die instaat voor de aankopen en de logistiek, binnen de onderstaande financiële perken en op grond van de gunningswijze en het type opdracht :

1° Opdrachten gegund bij openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag : 250.000 EUR;

2° Opdrachten gegund bij beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag : 125.000 EUR;

3° Opdrachten gegund via onderhandse aanbesteding of via onderhandelde procedure : 50.000 EUR.

Afdeling 3. — Delegaties inzake de huur van onroerende goederen

Art. 17. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder "de minister", het lid of de leden van de Regering bevoegd voor de administratieve infrastructuur, met inbegrip van de infrastructuur ingenomen door de ministeriële kabinetten.

Art. 18. Delegatie wordt verleend aan de leidend ambtenaar :

1° om te onderhandelen over de huurovereenkomsten van gebouwen waarvoor de minister zijn goedkeuring heeft gegeven alsook voor hun aanhangsels;

2° om deze overeenkomsten en aanhangsels goed te keuren, voor zover het bedrag van de jaarlijkse huur lager ligt dan 500.000 EUR;

3° om de overeenkomsten goed te keuren die de vergoedingen regelt bij huurschade en waarvan het bedrag lager ligt dan of gelijk is aan 62.500 EUR.

Afdeling 4. — Delegaties van ondertekening en financiële delegatie

Art. 19. Delegatie wordt verleend aan de leidend ambtenaar :

1° voor de ondertekening :

a) van de bestelbons en brieven met betrekking tot bestellingen, binnen de perken bedoeld in artikel 9 van dit besluit;

b) van de betaalopdrachten en de opdrachten voor de opening van kredieten of geldvoorschotten;

c) van "persklare afdrukken" voor het *Belgisch Staatsblad* in het raam van de toepassing van artikel 24;

d) van de briefwisseling betreffende de gewone instructiedaden, verzoeken om informatie, de rappelbrieven en de verzendingsverslagen of -brieven;

2° voor de goedkeuring van de uitgaven en inkomsten allerhande waarvoor de Dienst bevoegd is;

3° voor de ordonnancering van de uitgaven en inkomsten van de Dienst;

4° voor de goedkeuring van de formulieren die zijn ingediend door de openbare vervoersmaatschappijen, voor het vervoer op verzoek van de Dienst;

5° voor de goedkeuring :

a) van de facturen en schuldvorderingen voor leveringen en werken;

b) van de rekeningen die moeten worden voorgelegd aan het Rekenhof;

c) van de betalingsstaten voor de huuruitgaven;

d) van de rekeningen die door elke rekenplichtige van de Dienst moet worden overhandigd;

6° voor de aanduiding van iedere rekenplichtige onder het personeel van de Dienst;

7° voor de goedkeuring van de overhandiging of de terugname van de Domeinen van ongebruikte roerende voorwerpen tot een maximumbedrag van 10.000 EUR.

Art. 20. De leidend ambtenaar keurt de uitgaven goed voor de beroepsonkosten van de adviseurs.

De adviseur die de leiding heeft over de cel die instaat voor de begroting van de Dienst keurt de uitgaven goed voor de beroepskosten van de leidend ambtenaar.

Art. 21. De leidend ambtenaar kan de bevoegdheden die hem zijn gedelegeerd krachtens artikel 19, eerste lid, 1°, c, d, delegeren naar een of meerdere adviseurs aan de hand van een voorafgaandelijk geschreven akte.

Het personeel dat is gemachtigd om te tekenen in naam van de leidend ambtenaar op grond van de delegatie bedoeld in voorgaand lid vermelden vóór hun graad en handtekening de formule " Bij volmacht van de leidend ambtenaar ".

Art. 22. De leidend ambtenaar kan via een voorafgaand geschreven akte de bevoegdheden inzake de eensluidend verklaring die hem zijn verleend door artikel 22*sexies*, tweede lid, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling, de werking van de kabinetten van de ministers van de Franse Gemeenschapsregering en het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat opgenomen wordt in een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering, zoals gewijzigd, delegeren aan een of meerdere adviseurs.

Afdeling 5. — Bijzondere delegaties

Art. 23. Op het vlak van de informatica wordt delegatie van bevoegdheid verleend aan de leidend ambtenaar om, in overleg met het Bureau van het Overheidsbedrijf voor nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), algemene kaders uit te werken voor samenwerking tussen de Dienst en ETNIC bedoeld in het decreet van 27 maart 2002 tot oprichting van het Overheidsbedrijf voor nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap wat betreft de bepalingen van het beheerscontract van het ETNIC.

Art. 24. Delegatie wordt verleend aan de leidend ambtenaar om over te gaan tot de registratie en publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van de officiële berichten en van de besluiten van de Regering of van de ministeriële besluiten betreffende de werking van de Regering, de ministeriële kabinetten en de Dienst en de rangschikking en bewaring van de originelen van deze besluiten.

De leidend ambtenaar kan de hem in vorig lid gedelegeerde bevoegdheden bij vooraf geschreven akte delegeren naar een of meerdere adviseurs.

Art. 25. Delegatie wordt verleend aan de leidend ambtenaar en aan de adviseurs om de ontvangstbewijzen te ondertekenen van de brieven die zijn gericht aan de Dienst, met uitzondering van de briefwisseling betreffende procedures voor de Raad van State, alsook om alle briefwisseling voor de minister-president of voor de Dienst te ondertekenen voor ontvangst, met uitzondering van de dagvaardingen en de akten van de gerechtsdeurwaarders.

Voormelde briefwisseling wordt onverwijld door diegene die ze heeft ontvangen voor verder gevolg bezorgd aan de leidend ambtenaar.

Bij afwezigheid of verhinderd van de leidend ambtenaar wordt de briefwisseling voor verder gevolg onverwijld bezorgd aan de adviseur, toegevoegd aan de directie van de dienst die door de leidend ambtenaar is aangeduid bij vooraf opgesteld geschrift of, bij ontstentenis, aan de langst in dienst zijnde adviseur die is toegevoegd aan de directie van de dienst waarbij in geval van gelijke dienstanciënniteit rekening wordt gehouden met de leeftijd.

Art. 26. Delegatie wordt verleend aan de leidend ambtenaar en aan de adviseur, toegevoegd aan de directie van die dienst, die de leiding heeft over de cel die instaat voor de kanselarij om alle dagvaardingen voor het gerecht en de akten van de gerechtsdeurwaarders te ondertekenen welke aan het kabinet van de minister-president zijn betekend.

De leidend ambtenaar kan de hem in vorig lid gedelegeerde bevoegdheden bij vooraf geschreven akte delegeren aan een of meerdere adviseurs of ambtenaren van niveau 1.

Voornoemde dagvaardingen en akten worden door diegene die voor ontvangst heeft getekend onverwijld bezorgd aan de leidend ambtenaar of aan de adviseur, toegevoegd aan de directie van de dienst, die de leiding heeft over de cel die instaat voor de kanselarij met het oog op hun verzending naar de Dienst van de Regering of naar de bevoegde minister.

Art. 27. Delegatie wordt verleend aan de leidend ambtenaar in de onderstaande aangelegenheden die verband houden met de werking van de Dienst :

1° goedkeuring van iedere uitgave en iedere herhaling wat betreft de herstelling van verkeersongevallen, arbeidsongevallen of ongevallen van een andere aard, alsook alle toelagen of vergoedingen toegestaan in dit geval bij vonnis van het gerecht.

2° goedkeuring, in aangelegenheden die ressorteren onder de Dienst, van de onkostenstaten en erelonen van de advocaten, procureurs en experts.

De leidend ambtenaar kan de hem in vorig lid verleende bevoegdheden delegeren naar een of meerdere adviseurs, behalve wat betreft de goedkeuring van de erelonen hoger dan 2.500 EUR.

Art. 28. Delegatie wordt verleend aan de leidend ambtenaar om, na goedkeuring door de sectoraal bevoegde ministers, aan de Minister bevoegd voor de Internationale Betrekkingen, de aanstelling voor te stellen van de personeelsleden van de Dienst die benaderd worden om deel te nemen aan iedere internationaal getinte vergadering waar het personeelslid de Franse Gemeenschap moet vertegenwoordigen.

Art. 29. Delegatie wordt verleend aan de leidend ambtenaar voor de vaststelling van de verkoopprijs van de publicaties en alle hiermee gelijkgestelde documenten die worden uitgegeven ten laste van de kredieten ingeschreven op de begroting van de Dienst.

Art. 30. In het raam van de opdracht van de Dienst bedoeld in artikel 22*quater*, eerste lid, 10, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999, betreffende de samenstelling, de werking van de kabinetten van de ministers van de Franse Gemeenschapsregering en het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat opgenomen wordt in een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering, zoals gewijzigd, wordt delegatie verleend aan de leidend ambtenaar om het reglement vast te leggen waarin de nadere regels staan betreffende de promotie van artiesten in de verschillende lokalen van het gebouw van de Voorzitter van de Regering.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 31. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 32. De Minister-President en de Minister van Openbaar Ambt zijn belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 19 december 2002.

Door de Franse Gemeenschapsregering :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE.